

N° 5
Juin
2026

GÉOPORO

ISSN : 3005-2165

Revue de Géographie du PORO



Département de Géographie
Université Péléforo Gon Coulibaly

www.geoporo.net

Indexations



<https://sjifactor.com/passport.php?id=23980>

SJIF 2025 : 5.325



<https://reseau-mirabel.info/revue/21571/Geoporo>



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/947477>



<https://portal.issn.org/resource/ISSN/3005-2165>

COMITE DE PUBLICATION ET DE RÉDACTION

Directeur de publication :

KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire de Géographie, Université Alassane Ouattara

Rédacteur en chef :

TAPE Sophie Pulchérie, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY

Membres du secrétariat :

- KONAN Hyacinthe, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY
- Dr DIOBO Kpaka Sabine, Maître de Conférences, Université Peleforo GON COULIBALY
- SIYALI Wanlo Innocents, Maître-assistant en Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY
- COULIBALY Moussa, Maître-assistant en Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY
- DOSSO Ismaïla, Maître-assistant en Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY

COMITE SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL

1. KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire de Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
2. YAPI-DIAHOU Alphonse, Professeur Titulaire de Géographie, Université Paris 8 (France)
3. ALOKO-N'GUESSAN Jérôme, Directeur de Recherches en Géographie, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
4. VISSIN Expédit Wilfrid, Professeur Titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
5. ANOH Kouassi Paul, Professeur Titulaire de Géographie, Université Félix -Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
6. DIPAMA Jean Marie, Professeur Titulaire de Géographie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)
7. Sylvain BIGOT, Professeur, Université Grenoble Alpes et Chercheur à l'institut des Géosciences de l'Environnement (France)
8. EDINAM Kola, Professeur Titulaire de Géographie, Université de Lomé (Togo)
9. BIKPO-KOFFIE Céline Yolande, Professeur Titulaire de Géographie, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
10. GIBIGAYE Moussa, Professeur Titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
11. VIGNINOUS Toussaint, Professeur Titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

12. ASSI-KAUDJHIS Joseph, Professeur Titulaire de Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
13. -SOKEMAWU Koudzo, Professeur Titulaire de Géographie, Université de Lomé (Togo)
14. -MENGHO Maurice Boniface, Professeur Titulaire, Université de Brazzaville (République du Congo)
15. -NASSA Dadié Désiré Axel, Professeur Titulaire de Géographie, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
16. BROU Yao Telesphore, Professeur, Université de la Réunion (France)
17. -KISSIRA Aboubakar, Professeur Titulaire de Géographie, Université de Parakou (Benin)
18. KABLAN Hassy N'guessan Joseph, Professeur Titulaire de Géographie, Université Felix Houphouët- Boigny, (Côte d'Ivoire)
19. VISSOH Sylvain, Professeur Titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
20. DIBI-ANOAH Pauline, Professeur Titulaire de Géographie, Université Felix Houphouët- Boigny, (Côte d'Ivoire)
21. LOBA Akou Franck Valérie, Professeur Titulaire de Géographie, Université Felix Houphouët- Boigny, (Côte d'Ivoire)
22. MOUNDZA Patrice, Professeur Titulaire de Géographie, Université Marien N'Gouabi (Congo)
23. Jürgen RUNGE, Professeur titulaire de Géographie physique et Géoécologie, Goethe-University Frankfurt Am Main (Allemagne)
24. YANOGO Pawendkissgou Isidore, Professeur Titulaire de Géographie, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

COMITE DE LECTURE INTERNATIONALE

1. KOFFI Simplicie Yao, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
2. Sandra ROME, Maître de Conférences, Université Grenoble Alpes (France)
3. KOFFI Yeboué Stéphane Koissy, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
4. KOUADIO Nanan Kouamé Félix, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire),
5. KRA Kouadio Joseph, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire),
6. TAPE Sophie Pulchérie, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
7. ZOUHOULA Bi Marie Richard Nicetas, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
8. ALLA kouadio Augustin, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
9. DINDJI Médé Roger, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
10. DIOBO Kpaka Sabine Epse Doudou, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
11. KOFFI Lath Franck Eric, Maître de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

12. KONAN Hyacinthe, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
13. KOUDOU Dogbo, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
14. SILUE Pebanangnanan David, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
15. FOFANA Lancina, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
16. GOGOUA Gbamain Franck, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
17. ASSOUMAN Serge Fidèle, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
18. DAGNOGO Foussata, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
19. KAMBIRE Sambu, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
20. KONATE Djibril, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
21. ASSUE Yao Jean Aimé, Maitre de Conférences en Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
22. GNELE José Edgard, Maitre de conférences en Géographie, université de Parakou (Benin)
23. KOFFI Yao Jean Julius, Maitre de Conférences, Université Alassane Ouattara, (Côte d'Ivoire)
24. -MAFOU Kouassi Combo, Maitre de Conférences en Géographie, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
25. SODORE Abdoul Azise, Maître de Conférences en Géographie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)
26. ADJAKPA Tchékpo Théodore, Maître de Conférences en Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
27. BOKO Nouvewa Patrice Maximilien, Maitre de Conférences en Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
28. YAO Kouassi Ernest, Maitre de Conférences en Géographie, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
29. RACHAD Kolawolé F.M. ALI, Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
30. DIOMANDE Gondo, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

1. Le manuscrit

Le manuscrit doit respecter la structuration habituelle du texte scientifique : **Titre** (en français et en anglais), **Coordonnées de(s) auteur(s)**, **Résumé et mots-clés** (en français et en anglais), **Introduction** (Problématique ; Objectif(s) et Intérêt de l'étude compris) ; **Outils et Méthodes** ; **Résultats** ; **Discussion** ; **Conclusion** ; **Références bibliographiques**. **Le nombre de pages du projet d'article** (texte rédigé dans le logiciel Word, Book antiqua, taille 11, interligne 1 et justifié) **ne doit pas excéder 15**. Écrire les noms scientifiques et les mots empruntés à d'autres langues que celle de l'article en italique. En dehors du titre de l'article qui est en caractère majuscule, tous les autres titres doivent être écrits en minuscule et en gras (Résumé, Mots-clés, Introduction, Résultats, Discussion, Conclusion, Références bibliographiques). Toutes les pages du manuscrit doivent être numérotées en continu. Les notes infrapaginales sont à proscrire.

Nota Bene :

-Le non-respect des normes éditoriales entraîne le rejet d'un projet d'article.

-Tous les nom et prénoms des auteurs doivent être entièrement écrits dans les références bibliographiques.

-La pagination des articles et chapitres d'ouvrage, écrire p. 16 ou p. 2-45, par exemple et non pp. 2-45.

-En cas de co-publication, citer tous les co-auteurs.

-Eviter de faire des retraits au moment de débiter les paragraphes.

-Plan : Titre, Coordonnées de(s) auteur(s), Résumé, Introduction, Outils et méthode, Résultats, Discussion, Conclusion, Références Bibliographiques.

-L'année et le numéro de page doivent accompagner impérativement un auteur cité dans le texte (Introduction – Méthodologie – Résultats – Discussion). Exemple : S. Y. KOFFI *et al.* (2023, p35), (B. M. R. N. ZOUHOULA, 2021, p7).

1.1. Le titre

Il doit être explicite, concis (16 mots au maximum) et rédigé en français et en anglais (Book Antiqua, taille 12, Lettres capitales, Gras et Centré avec un espace de 12 pts après le titre).

1.2. Le(s) auteur(s)

Le(s) NOM (s) et Prénom(s) de l'auteur ou des auteurs sont en gras, en taille 10 et aligner) gauche, tandis que le nom de l'institution d'attache, l'adresse électronique et le numéro de téléphone de l'auteur de correspondance doivent apparaître en italique, taille 10 et aligner à gauche.

1.3. Le résumé

Il doit être en français (250 mots maximum) et en anglais. Les mots-clés et les keywords sont aussi au nombre de cinq. Le résumé, en taille 10 et justifié, doit synthétiser le contenu de l'article. Il doit comprendre le contexte d'étude, le problème, l'objectif général, la méthodologie et les principaux résultats.

1.4. L'introduction

Elle doit situer le contexte dans lequel l'étude a été réalisée et présenter son intérêt scientifique ou socio-économique.

L'appel des auteurs dans l'introduction doit se faire de la manière suivante :

-Pour un seul auteur : (B. M. R. N. ZOUHOULA, 2021, p7) ou B. M. R. N. ZOUHOULA (2021, p7)

-Pour deux (02) auteurs : (K. S. DIOBO et S. P. TAPE, 2018, p202) ou K. S. DIOBO et S. P. TAPE (2018, p202)

-Pour plus de deux auteurs : (S. Y. KOFFI *et al.*, 2023, p35) ou S. Y. KOFFI *et al.* (2023, p35)

Le texte est en Book antiqua, Taille 11 et justifié.

1.5. Outils et méthodes

L'auteur expose l'approche méthodologique adoptée pour l'atteinte des résultats. Il présentera donc les outils utilisés, la technique d'échantillonnage, la ou les méthode(s) de collectes des données quantitatives et qualitatives. Le texte est en Book antiqua, Taille 11 et justifié.

1.6. Résultats

L'auteur expose les résultats de ses travaux de recherche issus de la méthodologie annoncée dans "Outils et méthodes" (pas les résultats d'autres chercheurs).

Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante : 1. Premier niveau, premier titre (Book antiqua, Taille 11 en gras), 1.1. Deuxième niveau (Book antiqua, Taille 11 gras italique), 1.1.1. Troisième niveau (Book antiqua, Taille 11 italique). Le texte est en Book antiqua, Taille 11 et justifié.

1.7. Discussion

Elle est placée avant la conclusion. Le texte est en Book antiqua, Taille 11 et justifié. L'appel des auteurs dans la discussion doit se faire de la manière suivante :

-Pour un auteur : (B. M. R. N. ZOUHOULA, 2021, p7) ou B. M. R. N. ZOUHOULA (2021, p7)

-Pour deux (02) auteurs : (K. S. DIOBO et S. P. TAPE, 2018, p202) ou K. S. DIOBO et S. P. TAPE (2018, p202)

-Pour plus de deux auteurs : (S. Y. KOFFI *et al.*, 2023, p35) ou S. Y. KOFFI *et al.* (2023, p35)

1.8. Conclusion

Elle doit être concise et faire le point des principaux résultats. Le texte est en Book antiqua, Taille 11 et justifié.

1.9. Références bibliographiques

Elles sont présentées en taille 10, justifié et par ordre alphabétique des noms d'auteur et ne doivent pas excéder 15. Le texte doit être justifié. Les références bibliographiques doivent être présentées sous le format suivant :

Pour les ouvrages et rapports : AMIN Samir, 1996, Les défis de la mondialisation, Paris, L'Harmattan.

Pour les articles scientifiques, thèses et mémoires : TAPE Sophie Pulchérie, 2019, « *Festivals culturels et développement du tourisme à Adiaké en Côte d'Ivoire* », Revue de Géographie BenGéO, Bénin, 26, pp.165-196.

Pour les articles en ligne : TOHOZIN Coovi Aimé Bernadin et DOSSOU Gbedegbé Odile, 2015 : « *Utilisation du Système d'Information Géographique pour la restructuration du Sud-Est de la ville de Porto-Novo, Bénin* », Afrique Science, Vol. 11, N°3, <http://www.afriquescience.info/document.php?id=4687>. ISSN 1813-548X, consulté le 10 janvier 2023 à 16h.

Les noms et prénoms des auteurs doivent être écrits entièrement.

2. Les illustrations

Les tableaux, les figures (carte et graphique), les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis (centré), placé en-dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). La source (centrée) est indiquée en-dessous du titre de l'élément d'illustration (Taille 10). Ces éléments d'illustration doivent être : i. Annoncés, ii. Insérés, iii. Commentés dans le corps du texte. Les cartes doivent impérativement porter la mention de la source, de l'année et de l'échelle. Le manuscrit doit comporter impérativement au moins une carte (Carte de localisation du secteur d'étude).

Indexations



<https://sjifactor.com/passport.php?id=23980>

SJIF 2025 : 5.325



<https://reseau-mirabel.info/revue/21571/Geoporo>



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/347477>



<https://portal.issn.org/resource/ISSN/3005-2165>

SOMMAIRE

1	<u>ANALYSE STATISTIQUE DES PARAMETRES MORPHOMETRIQUES DU BASSIN ET SOUS-BASSINS VERSANTS DE LA LOEME AU SUD-OUEST DE LA REPUBLIQUE DU CONGO</u> NGOUALA MABONZO Médard N° Page : 1-13
2	<u>DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE ET BESOINS EN EAU POTABLE DANS LA COMMUNE D'ALLADA</u> NGOUALA MABONZO Médard N° Page : 14-27
3	<u>SYSTEMES D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE (SIG) ET ACTIVITÉS DE DURABILITÉ POUR LA PRÉSERVATION DES ZONES ET/OU AIRES PROTÉGÉES DE LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DE CACAO (SACO) AUPRÈS DE SES COOPÉRATIVES</u> ZOMBO Jean Philippe N° Page : 28-39
4	<u>INCIDENCES DE LA DISPARITE DE L'OFFRE DE TRANSPORT SUR LA MOBILITE ENTRE LES COMMUNES DE THIONCK-ESSYL ET DE SANTHIABA MANJAQUE (REGION DE ZIGUINCHOR, SUD-OUEST DU SENEGAL)</u> COLY Roger, NDOUR Salemond, SENE Abdourahmane Mbade N° Page : 40-55
5	<u>POLITIQUES URBAINES ET EQUIPEMENT DE LA VILLE DE VAVOUA AU CENTRE OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE</u> ASSANGBE Clarisse YAO Kouassi Ernest N° Page : 56-70
6	<u>VOLS DE MOTO DANS LA VILLE DE TOUMODI : ENJEUX, DÉFIS ET PERSPECTIVES</u> AFFORO Guy Matthieu Ettien, N'GUETTA Yah Edwige Bénédicte épouse GBOKO, SYLLA Makémisa, KOFFI Brou Émile N° Page : 71-83
7	<u>RYTHME CLIMATIQUE ET EVOLUTION DES MALADIES LIEES A L'EAU A PARAKOU</u> AHODJIDE Soulémane, KOMBIENI M. Frédéric, VODOUNOU K. Jean-Bosco N° Page : 84-100
8	<u>EXPLOITATION DU BOIS-ÉNERGIE ET VULNÉRABILITÉ DES ÉCOSYSTÈMES DE SAVANE DANS LA COMMUNE DE OUAHIGOUYA AU NORD DU BURKINA FASO</u> OUOBA Pounyala Awa N° Page : 84-113
9	<u>IMPACT DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LA BIOMASSE DANS LA RESERVE DE BIOSPHERE DE GADABEDJI AU CENTRE SUD DU NIGER</u> IBRAHIM MOUSSA Saidou, MAHAMADOU MOUDI Rachid, SOULEY Kabirou N° Page : 114-124
10	<u>VARIABILITÉ PLUVIOMÉTRIQUE ET PRODUCTION DE LA MANGUE DANS LE DÉPARTEMENT DE FERKESSÉDOUGOU (NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE)</u> SILUE Wongnigue, ASSEMIAN Assiè Emile, KOFFI Kan Alexis N° Page : 125-138
11	<u>DYNAMIQUE DES PARCOURS DE LA ZONE PASTORALE DE NIASSA AU BURKINA FASO</u> ZONGO Abdoul Rasmané, YARGA Hahadoubouga Paul, KOLLOGO Philippe, OUÉDRAOGO Lucien, YAMÉOGO Lassane N° Page : 139-153

12	<u>DISTRIBUTION ECOLOGIQUE DE VITEX DONIANA (SWEET) ET PRESSIONS ANTHROPIQUES DANS LA BASSE VALLEE DE L'OUEME AU SUD EST DU BENIN</u> PANOUMASSI MINNAHI CAROL WESLEY, ODJOUBERE JULES N° Page : 154-168
13	<u>TENDANCES DES TEMPERATURES ET DES PLUIES EXTREMES EN AFRIQUE DE L'OUEST : CAS DE LA STATION SYNOPTIQUE DE LOME, GRAND LOME, TOGO</u> Kossi KOMI N° Page : 169-179
14	<u>SYSTEME DE REGULATION DU FONCIER DANS LA COMMUNE URBAINE DE BIRNI N'GAOURE (REGION DE DOSSO)</u> HASSANE SALEY Alimatou, DAMBO Lawali, ANDRES Ludovic N° Page : 180-192
15	<u>CONTRIBUTION DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LA REALISATION DES AMENAGEMENTS HYDROAGRIQUES ET LEUR ACCES A LA TERRE : CAS DE LA COMMUNE RURALE DE KAMBILA, CERCLE DE KATI, AU MALI</u> Antoinette AKPLOGAN, Modibo Zoumana COULIBALY, Bagara Z. COULYBALY N° Page : 193-206
16	<u>IMPACTS DES PRATIQUES AGROPASTORALES SUR LA QUALITÉ DES RESSOURCES EN EAU DE LA COMMUNE DE QUINHI</u> GANDJI Gbènanpon Constantin, OGOUWALE Romaric, YABI Ibouaïma N° Page : 207-221
17	<u>LES DÉTERMINANTS DE LA DÉPERDITION SCOLAIRE DANS LA SOUS PRÉFECTURES DE DABOU</u> One Enoc GUEDE N° Page : 222-236
18	<u>OBSTACLES À LA CULTURE NUMÉRIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS SECONDAIRES DE LA VILLE DE YAMOISSOUKRO (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE)</u> KOFFI Yao Julien N° Page : 237-250
19	<u>LE ROBINET, UN COMMUN À GÉRER DANS LES CÉLIBATORIUM DE LA VILLE DE KOUDOUGOU (BURKINA FASO)</u> Abdoul Karim BAZIE N° Page : 251-259
20	<u>ANALYSE DE CORRELATION ENTRE L'ANTHROPISATION DES SOLS ET LA VARIABILITE CLIMATIQUE DANS LE DEPARTEMENT DE JACQUEVILLE</u> ZONKOUAN- KOUAME Badjo Ruth Virginia N° Page : 260-270
21	<u>CROISSANCE DE L'ÉGLISE VASES D'HONNEUR À ABIDJAN : ENTRE TERRITOIRES, RÉSEAUX ET STRATÉGIES D'EXPANSION</u> YAO Adou Yao Emmanuel, NASSA Dabié Désiré Axel N° Page : 271-286
22	<u>CONTRASTES GRANULOMETRIQUES ET RESILIENCE COTIERE ENTRE MBOUR ET DJIFFER (PETITE-COTE, SENEGAL)</u> Djiby YADE, Mamadou THIOR, Tidiane SANE, Ibra FAYE, El hadji Balla Dieye N° Page : 287-302
23	<u>PERMANENCES ET DIVERSITES RITUELLES DU POST-PARTUM EN COTE D'IVOIRE : ÉTUDE COMPARATIVE CHEZ LES PEUPLES SENOULO, EBRIE ET BAOULE</u>

	Aya Larissa Clotilde N'GUESSAN, Boua André AOUA, Yao Jean-Aimé ASSUE N° Page : 303-313
24	<u>CRISES CLIMATIQUES ET STRATEGIES DE RESILIENCE DES PRODUCTEURS PAR LES VARIETES A CYCLE COURT DANS LE POLE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE 5 (BENIN)</u> Guy Cossi WOKOU N° Page : 314-328
25	<u>PROFIL EPIDEMIOLOGIQUE ET CHOIX THERAPEUTIQUES LIES AUX PRATIQUES MECANIQUES CHEZ LES REPARATEURS AUTO-MOTO A KORHOGO</u> Faustin GUEI, YEDONOU GBO Brou Emmanuel, Didier Kouamé KONAN, Émile Brou KOFFI N° Page : 329-342
26	<u>CRISE SECURITAIRE ET INSECURITE ALIMENTAIRE DES POPULATIONS DANS LA COMMUNE DE KAYA AU BURKINA FASO</u> Dobéni Abdoulaye DOFINI, Dayangnéwendé Edwige NIKIEMA, Pawendkigou Isidore YANOOGO N° Page : 343-356
27	<u>IMPACT DES VARIATIONS CLIMATIQUES SUR LA CULTURE DU RIZ DANS LA REGION DE GBÊKÊ : ANALYSE DU BILAN HYDRIQUE PAR FACETTE TOPOGRAPHIQUE</u> Christian Michel LATH, Saï Pou SOUMAHORO, Kouakou Jonathan GNIAMIEN N° Page : 357-371
28	<u>COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE : QUEL PROFIL INSTITUTIONNEL DES ONG DE BOUAKÉ ? (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE)</u> SILUE Yessongui Lucien, KOUAKOU Bah N° Page : 372-386
29	<u>VALORISATION DE BIOGAZ DANS LES UNITES DE TRANSFORMATION DU MANIOC EN GARI DANS LA COMMUNE DE KETOU AU SUD BENIN</u> Cyrille TCHAKPA N° Page : 387-395
30	<u>L'EXPLOITATION ARTISANALE DU GRAVIER PAR LES FEMMES, DANS LA VILLE DE TAHOUA</u> IBRAHIM Younoussi N° Page : 396-409
31	STRATEGIES DE GESTION DURABLE DE LA FILIERE SEL DANS LES TERROIRS DE BASSE ET MOYENNE CASAMANCE (SUD DU SENEGAL) COLY Kémo, SANE Yancouba, FALL Aïdara Chérif Amadou Lamine, DIOP Mame Diarra N° Page : 410-422
32	<u>RESEAUX, DYNAMIQUES MIGRATOIRES ET INTEGRATION SOCIOÉCONOMIQUE DES RESSORTISSANTS BURKINABÉS VERS/À ABIDJAN</u> Konan Talibet Kouacou Yves-Rhodrigue, KOUADIO Datté Anderson, Aloko-N'Guessan Jérôme N° Page : 423-437
33	<u>PRATIQUES D'AMENAGEMENT : ENTRE DIVERSITE ET HOMOGENEITE VEGETALE SUR LES SITES ETUDIÉS DE BADAGUICHIRI, NIGER</u> Sala Harouna Yanoussa, Bahari Ibrahim Mahamadou N° Page : 438-452
34	BONNES PRATIQUES A PRENDRE EN COMPTE POUR MONTER UN SYSTEME DURABLE EN APICULTURE DANS LE NORD-BENIN Estelle Carine F. AKPOVO, Euloge OGOUWALE, Pocoun Damè KOMBIENOU N° Page : 453-467
35	<u>GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES EN EAU DU SOUS-BASSIN DE SISSILI (LAN ET KONZIO) AU BURKINA FASO</u> Fatimata SANOGO, Fatoumata KABORE, Ignace BAGRE, Blami DIALLO

	N° Page : 468-480
36	<u>HERITAGES COLONIAUX ET EVOLUTION DES MODES DE GESTION DES RESERVES DE FAUNE DE BONTIOLI, BURKINA FASO</u> SOME Touobèwèrè Noël N° Page : 481-492
37	<u>EFFETS ENVIRONNEMENTAUX DES SYSTÈMES DE PRODUCTION AGRICOLE DANS LA COMMUNE DE DJIDJA AU SUD BÉNIN</u> GUEDENON Dèhou Janvier, DOVONOU Sègbégnon Nicole, IDRISOU Akim Babatoundé, GIBIGAYE Moussa N° Page : 493-507
38	<u>HABITAT ET EXPOSITION A LA CHALEUR : ANALYSE COMPARATIVE DES QUARTIERS PRECAIRES ET RESIDENTIELS A ABIDJAN (COTE D'IVOIRE)</u> Salif Sangare, Brama Kone, Adja Ferdinand Vanga, Etienne Yao Kouakou, Madina Doumbia, Iba Dieudonné Dely, Guéladio Cissé N° Page : 508-519
39	<u>OCCUPATION DU SOL ET CONFORT THERMIQUE EN MILIEU TROPICAL URBAIN : UNE ANALYSE SPATIALE DES JOURNEES CHAUDES A ABIDJAN</u> Yao Anicet ZOUZOU, Iba Dieudonné DELY, Brama KONE, Madina DOUMBIA, Bernard Ossey YAPO, Guéladio CISSÉ N° Page : 520-534
40	<u>ALIMENTATION DES POPULATIONS EN PERIODE DE SOUDURE DANS LA SOUS-PREFECTURE DE SIRASSO (région du Poro)</u> YEO Bèh N° Page : 535-547
41	<u>PERCEPTION PAYSANNE DES POTENTIALITÉS FERTILISANTES DES LIGNEUX DANS LE SYSTÈME PARCS AGROFORESTIERS DE KOKOLOGHO (PROVINCE DU BOULKIEMDÉ : BURKINA FASO)</u> Joël OUEDRAOGO, Frédéric BATIONO, Zelbié BASSOLE, Yélézouomin Stéphane Corentin SOME No Page : 548-559
42	<u>TRANSFORMATIONS URBAINES A DIEGONEFLA : CROISSANCE SPATIALE, MUTATIONS SOCIO-ECONOMIQUES ET ENJEUX DE GOUVERNANCE LOCALE</u> N'Dri Ernest KOUADIO, Abou DIABAGATE, Brice Lauria Amani KOUADIO N° Page : 560-574
43	<u>DYNAMIQUE DE LA CULTURE DE L'ANACARDE ET EMERGENCE DES CONFLITS RURAUX DANS LA SOUS-PREFECTURE DE KARAKORO</u> YÉO Watagaman Paul, YÉO Siriki, YÉO Navanhan, Arsène DJAKO N° Page : 575-587
44	<u>VULNERABILITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE DEPARTEMENT DU COUFFO (BÉNIN, AFRIQUE DE L'OUEST)</u> MAMA Justin A., WOKOU Guy, YABI Ibouaïma N° Page : 588-602
45	<u>SAISONNALITÉ CLIMATIQUE ET PRÉVALENCE DU PALUDISME DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE SAMANZA (EST DE LA CÔTE D'IVOIRE)</u> KOFFI Kouadio Achille, KOFFI Kan Alexis, KOUASSI Yao Dieudonné N° Page : 603-617
46	<u>DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES COMMERCIALES INFORMELLES ET MUTATIONS DU PAYSAGE URBAIN DE YAMOOUSSOKRO EN CÔTE D'IVOIRE</u> Moussa KONE N° Page : 618-628

47	<u>CONTRAINTES A LA GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DES PROJETS D'AMENAGEMENTS HYDROAGRIQUES A ADJOHOUN DANS LA BASSE MOYENNE VALLEE DE L'OUEME AU BÉNIN</u> BASSAOU Razakou, ISSA Mama-Sanni, DJESSONOU Sèngla Franco-Néo Camus, OGOUWALÉ Euloge N° Page : 629-642
48	<u>CONTEXTE DE L'AVÈNEMENT DES EXPLOITATIONS AURIFÈRES SEMI MÉCANISÉES EN CÔTE D'IVOIRE : CAS DE L'EXPLOITATION ILLÉGALE DE LA MINE DE PAPARA</u> DOH Franck Thibaut, KONAN Hyacinthe Kouame N° Page : 643-655
49	<u>ENSEIGNANT ROBOT ET RESPONSABILISATION DU SUJET APPRENANT</u> KOUASSI Kouakou Valère N° Page : 656-669
50	<u>STRATEGIES DE GESTION DURABLE DE LA FILIERE SEL DANS LES TERROIRS DE BASSE ET MOYENNE CASAMANCE (SUD DU SENEGAL)</u> COLY Kémo, SANE Yancouba, FALL Aïdara Chérif Amadou Lamine, DIOP Mame Diarra N° Page : 670-681
51	<u>REGARD CRITIQUE SUR LA TYPOLOGIE DES PRODUITS UTILISÉS DANS L'ACTIVITÉ DE TEINTURERIE ARTISANALE DE BAZIN ET RISQUES SANI TAIRES : CAS DU QUARTIER HABITAT-EXTENSION, DANS LA COMME D'ADJAMÉ (CÔTE D'IVOIRE)</u> SYLLA Yaya N° Page : 682-691
52	<u>SAISONNALITÉ CLIMATIQUE ET PRÉVALENCE DU PALUDISME DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE SAMANZA (EST DE LA CÔTE D'IVOIRE)</u> KOFFI Kouadio Achille, KOFFI Kan Alexis, KOUASSI Yao Dieudonné N° Page : 692-705
53	<u>INEGALITES DE GENRE ET ACCÈS AU FONCIER AGRICOLE DES FEMMES RURALES DE LA SOUS-PREFECTURE DE SOUBRE (COTE D'IVOIRE)</u> Akotto Urich Odilon ASSI N° Page : 706-716
54	<u>DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE ET MOBILITÉ URBAINE DANS UNE LOCALITÉ EN MUTATION : LE CAS DE NAPIÉLÉDOUGOU (NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE)</u> KOFFI Lath Franck-Éric N° Page : 717-728
55	<u>PH, CONDUCTIVITÉ ÉLECTRIQUE ET GRANULOMÉTRIE DES SOLS AGRICOLES APRÈS AMÉNAGEMENTS DU MARIGOT DE BIGNONA AU SENEGAL</u> Léopold Mougabie BADIANE, Babacar Sadikh YATTE, Boubou Aldiouma SY, Adrien COLY N° Page : 729-742
56	<u>CADRES LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE DE L'ACCÈS AU FONCIER ET À L'IMMOBILIER À N'DJAMÉNA AU TCHAD : ENTRE NORMES FORMELLES ET PRATIQUES INFORMELLES</u> Labary KIRBÉ, N'Dilbé TOB-RO, Ernest HAOU N° Page : 743-757
57	<u>LES IMPACTS DE LA COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS 2023 SUR LES ACTIVITES TOURISTIQUES EN COTE D'IVOIRE</u> KLO Fagama N° Page : 758-767
58	REVENU, GENRE ET TERRITOIRE : LES LEVIERS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE

	<p><u>L'ACTION CLIMATIQUE DES MÉNAGES RIVERAINS DE LA FORÊT DE WARI-MARO AU BÉNIN</u> Raïssa Chimène JEKINNOU, Maman-Sani ISSA, Moussa WARI ABOUBAKAR N° Page : 768-777</p>
59	<p><u>USAGE DES MEDIAS SOCIAUX DANS LA COMMUNICATION PUBLIQUE DU DISTRICT AUTONOME D'ABIDJAN EN COTE D'IVOIRE.</u> OKOU DENIS ROMEO BOLOU N° Page : 778-790</p>
60	<p><u>LA MASSIFICATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PUBLIC DANS LA VILLE DE BOUAKE</u> Amenan Justine KOUADIO, Zady Edouard ZOGBO, Konan KOUASSI, Arsène DJAKO N° Page : 791-783</p>
61	<p><u>DYNAMIQUES DES PRESSIONS ANTHROPIQUES ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX MULTI-SOURCES DANS LES RETENUES D'EAU DU DISTRICT DES SAVANES (CÔTE D'IVOIRE) : DE LA CONTAMINATION PHYSICO-CHIMIQUE À L'IMPASSE DE LA POTABILISATION</u> Klo Lydie KONE, Pébanagnanan David SILUE N° Page : 784-798</p>
62	<p><u>ATTITUDES ET PRATIQUES DES USAGERS DE DEUX-ROUES MOTORISÉS À OUAGADOUGOU : UN DÉFI POUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE</u> Stanislas Marie Maximilien BAMAS N° Page : 799-813</p>
63	<p><u>ANALYSE DES RISQUES SANITAIRES ET PREVALENCE DES PATHOLOGIES ENVIRONNEMENTALES CHEZ LES CONSOMMATEURS DE LA VIANDE DE PORC DANS LA COMMUNE DE YOPOUGON (CÔTE D'IVOIRE)</u> Mathieu Gnanké NIAMKE N° Page : 814-822</p>

LE ROBINET, UN COMMUN À GÉRER DANS LES CÉLIBATORIUM DE LA VILLE DE KOUDOUGOU (BURKINA FASO)

Abdoul Karim BAZIE, Université Norbert Zongo, bazieaboukarim@gmail.com

Résumé :

Dans la ville de Koudougou, l'utilisation d'un robinet unique par les locataires des cours communes soulève des questions sur la gestion de ce commun. L'objectif de cet article est d'analyser les stratégies mises en place par les locataires pour gérer collectivement l'accès à l'eau. Une approche mixte mobilisant des données quantitative et qualitatives auprès des bailleurs, des responsables d'agences immobilières, des locataires ainsi qu'un responsable de l'Office nationale d'eau et d'assainissement (ONEA) est utilisé à cet effet. À travers un traitement approprié et une triangulation des différentes données, il ressort des analyses que près de 76% des locataires vivant dans les *célibatorium* à Koudougou utilisent un compteur d'eau unique. Pour le paiement de la facture, 86,7% des locataires repartissent le montant entre les membres de la cour. Plusieurs stratégies sont utilisées pour communiquer les informations sur la facture. La stratégie la plus utilisée est celle de l'inscription des informations sur la porte principale de la cour. L'étude montre que la gestion du robinet commun dans la ville de Koudougou repose essentiellement sur une organisation interne des locataires, fondée sur des mécanismes collectifs et informels.

Mots clés : Koudougou, Burkina Faso *Célibatorium*, facture d'eau, compteur

THE WATER TAP, A COMMON RESOURCE TO BE MANAGED IN THE SINGLES' HOMES OF KOUDOUGOU (BURKINA FASO)

Abstract :

In the city of Koudougou, the use of a single tap by tenants in shared courtyards raises questions about the management of this shared resource. The objective of this article is to analyze the strategies implemented by tenants to collectively manage access to water. A mixed-methods approach utilizing quantitative and qualitative data from landlords, real estate agency managers, tenants, and a representative from the National Water and Sanitation Office (ONEA) is employed for this purpose. Through appropriate data processing and triangulation of the various data sources, the analyses reveal that nearly 76% of tenants living in *cilibatorium* in Koudougou use a single water meter. To pay the bill, 86.7% of *cilibatorium* residents split the cost among the members of the courtyard. Several strategies are used to communicate information about the bill. The most common strategy is to post the information on the main gate of the courtyard.

Keywords : Koudougou, Burkina Faso *Célibatorium*, water bill, water meter

Introduction

Dans les villes ouest-africaines, l'accès à une eau potable de qualité constitue un enjeu majeur, particulièrement pour les ménages urbains à faibles revenus. Dans un contexte marqué par l'urbanisation rapide et les inégalités socioéconomiques, disposer d'un robinet à domicile représente une aspiration forte pour de nombreux ménages, notamment lorsque la taille du ménage est élevée (BRIAND A. et LOYAL A., 2017, p50). Cependant, dans les villes du Burkina Faso, l'accès à l'eau potable repose sur une diversité de sources, parmi lesquelles les branchements privés au réseau de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA), les bornes fontaines, les forages et les puits traditionnels (IDANI T. F., et al., 2021, p130 ; NANSI J. H. et DAHANI D., 2022, p1706). Le raccordement au réseau public, qui permet un accès direct à l'eau courante, s'inscrit dans une logique marchande reposant sur une tarification et une facturation régulière de la consommation (DOS SANTOS S. B., 2004, p268). Ce service n'est donc pas garanti de manière permanente, dans la mesure où le non-paiement des factures peut entraîner la suspension de l'approvisionnement ou le retrait du compteur. Cette situation met en évidence une tension entre l'eau, ressource vitale, et sa gestion comme service payant soumis aux capacités financières des usagers (HUBERT A. et GO L-A., 2022, p9). Dans les *célibatoriums*, représentant un bâtiment avec plusieurs logements indépendants, l'accès à l'eau s'effectue souvent à travers des branchements où plusieurs ménages partagent un même compteur (DELAUNAY D. et BOYER F., 2017, p14). C'est le cas parfois des cours communes dans la ville de Niamey au Niger (VAUCELLE S. et YOUNSA HAROUNA H., 2018, p9). Un constat similaire est également effectué dans les villes européennes pour les habitants des habitations à loyer modéré (BARRAQUÉ B., 2016, p72) et dans certains immeubles où il n'y a qu'un seul compteur d'eau pour tous les appartements (BARRAQUÉ B., 2013, p100). Dans un tel contexte, l'eau et les infrastructures associées deviennent une ressource partagée dont l'usage et le paiement reposent sur des mécanismes de gestion collective entre locataires. Cette configuration transforme l'accès à l'eau en un problème de coordination sociale, de répartition des coûts et de régulation des usages, posant des défis organisationnels. Cette situation peut être analysée à partir de l'approche des biens communs développée par Elinor Ostrom, selon laquelle certaines ressources partagées nécessitent l'élaboration de règles collectives pour éviter les conflits d'usage et garantir leur gestion durable (OSTROM E. et BAECHLER L., 2010, p12). Dans cette perspective, le compteur d'eau partagé constitue une ressource commune dont la gestion dépend des capacités d'organisation des usagers, des mécanismes de coopération et des stratégies mises en place pour assurer la contribution de chacun (VAUCELLE S. et YOUNSA HAROUNA H., 2022, p67).

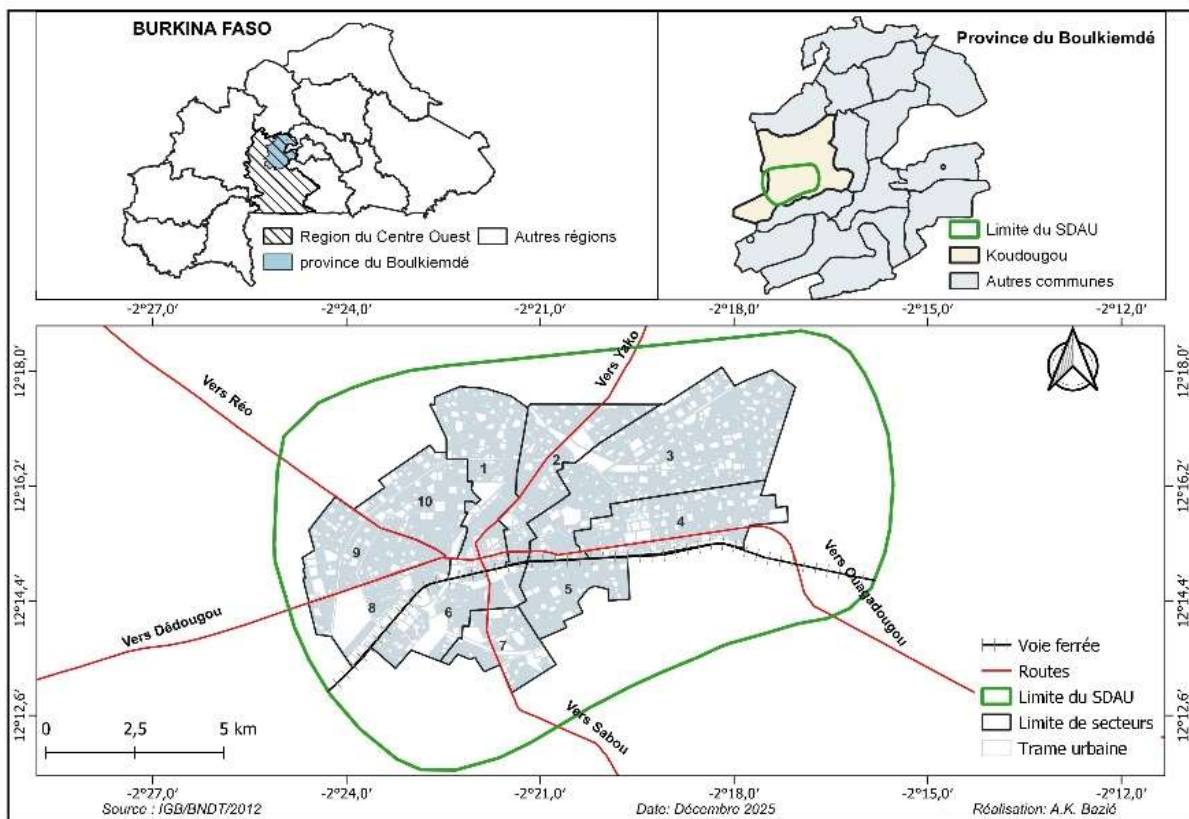
Dans la ville de Koudougou, où une proportion importante de la population vit en location dans des habitats collectifs caractérisés par le partage des infrastructures, la gestion de l'eau devient ainsi un enjeu central du quotidien. Le partage d'un compteur unique soulève des difficultés liées à la répartition des factures, au contrôle des consommations et à la coordination entre locataires (INSD, 2022, p131). Dès lors, la question centrale se pose. Comment les locataires utilisant un compteur d'eau partagé s'organisent-ils pour gérer cette ressource commune ? Cet article vise à analyser les stratégies mises en place par les locataires pour gérer collectivement l'accès à l'eau. Une approche méthodologique est adoptée à cet effet.

1. Méthodologie

1.1. Présentation de la zone d'étude

La commune urbaine de Koudougou est située entre 2°50' et 2°16' de longitude Ouest et 12°45' et 12°14' de latitude Nord. Cette commune est à la fois le chef-lieu du département de Koudougou, de la province du Boulkiemdé et de la région administrative du Nando (ex région du Centre-Ouest). La commune partage ces limites avec celle de Imasgho, Réo, Nandiala, Ramongo et Tenado (NAGALO N. et. IDANI T. F., 2025, p48) . Elle est à une centaine de kilomètre de la capitale Ouagadougou (ZONGO Z. et al., 2022, p241) et s'étend sur une superficie de 272Km². La commune de Koudougou compte 10 secteurs et 22 villages (MAHAMAT HEMCHI H. et COMBARY E. F., 2024, p22). La carte 1 montre la situation de la ville de Koudougou.

Carte 1 : Présentation de la ville de Koudougou



Source : IGB/BNDT/2012, A, K. BAZIE, décembre 2025

Koudougou, troisième ville du Burkina Faso, accueille de nombreux centres de formation supérieurs et professionnels tels que l'Université Norbert Zongo (UNZ) et l'École Normale Supérieure de Koudougou (ENSK). Au dernier recensement général de la population humaine, on dénombrait à Koudougou un peu plus de 160 000 habitants (BONKOUNGOU R. S. et BAMBA S., 2025, p126). Pour cette population constituée en grande partie par des acteurs venus de différentes régions du Burkina Faso pour se former, la location de maison constitue une des alternatives privilégiées pour loger. Cependant, près de 23,2% de ces locataires habitent dans des constructions avec plusieurs logements séparés. Par ailleurs, 17% de la population urbaine de la région utilise des robinets à compteur partagé (INSD, 2022, p131). Le robinet constitue alors un commun à gérer dans ces cours.

1.2. Matériels et méthodes

Dans le cadre de l'analyse de la gestion des factures d'eau par les locataires utilisant un compteur unique dans la ville de Koudougou, la recherche s'est appuyée sur l'exploitation de données primaires et secondaires. Les données secondaires proviennent principalement de la littérature grise. Leur mobilisation a nécessité une recherche documentaire approfondie, permettant de sélectionner des documents pertinents pour l'analyse. Cette revue documentaire a contribué à mieux comprendre le cadre théorique et conceptuel relatif à la fourniture d'eau potable en milieu urbain, ainsi qu'à situer clairement le problème de recherche. Pour la collecte des données primaires, une approche mixte combinant des méthodes qualitatives et quantitatives a été adoptée. Les données qualitatives ont été recueillies auprès des bailleurs, des responsables d'agences immobilières et d'un responsable de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA). L'échantillon de ces acteurs identifiés selon un choix raisonné, a été constitué jusqu'à saturation des informations, soit un total de dix (10) participants. Le tableau 1 présente la répartition des acteurs enquêtés.

Tableau 1 : Echantillonnage qualitative

Acteurs	Effectif
Entretien individuel	6
Bailleurs	4
Responsable d'agence immobilière	1
Responsable de l'ONEA	1
Focus group	4
Locataires femmes	2
Locataires hommes	2
Total	10

Source : Enquête de terrain, A, K. BAZIE, décembre 2025

La collecte des données qualitatives s'est appuyée sur des guides d'entretiens semi-directifs adaptés à chaque catégorie d'acteurs, une grille d'observation ainsi qu'un guide d'animation des focus groups. Les entretiens réalisés ont été enregistrés à l'aide d'un dictaphone, tandis qu'un appareil photographique a permis de documenter certains faits observés à travers des prises d'images. Le traitement des données qualitatives a consisté en une transcription littérale et manuelle des entretiens et des discussions de groupe. Les données ont ensuite été dépouillées manuellement, et chaque fiche d'enquête a été codée afin de garantir l'anonymat des participants. La technique de l'analyse de contenus a permis d'organiser les informations en catégories thématiques, facilitant leur interprétation. Les échanges ont principalement porté sur les modalités de gestion des robinets dans les cours en location, les modalités de répartition des charges liées à l'eau, les conditions de prise en compte des visiteurs et des nouveaux locataires dans le paiement des factures, ainsi que les stratégies de gestion des réparations. Les verbatims issus des entretiens ont servi à illustrer les résultats. En ce qui concerne les données quantitatives, elles ont été collectées auprès d'un échantillon de 380 locataires à l'aide d'un questionnaire administré via une application mobile de collecte de données. Ces données ont été traitées et analysées à l'aide de logiciels statistiques appropriés. Elles portent notamment sur les modes de diffusion de l'information relative aux factures d'eau, les conditions d'inclusion des visiteurs et des nouveaux-nés dans le paiement des charges, ainsi que les stratégies de prise en charge des réparations des installations.

2. Résultats

2.1. Organisation et règles de gestion du compteur collectif

Dans la ville de Koudougou, l'accès à l'eau potable à travers le branchement de l'ONEA se fait suivant l'utilisation d'un compteur unique. En effet, près de 76 % des locataires utilisent un compteur unique. Un seul robinet installé dans la cour approvisionne l'ensemble des locataires en eau potable. Dans ces conditions, une seule facture est fournie par l'ONEA. Les locataires s'organisent de ce fait pour le paiement de cette facture. Les résultats montrent que la gestion de cette facture suit principalement deux modalités. La répartition est effectuée par ménage (porte), ou par individu. La première modalité consiste à diviser la facture par le nombre de ménages dans la cour et la seconde est fait suivant le nombre de personnes vivant dans la cour. Cette dernière approche est la plus utilisée par les locataires de la ville de Koudougou. Elle est utilisée par 86,7% des locataires contre 8,8% pour la répartition en fonction du nombre de ménages. En outre d'autres personnes peuvent être incluses également dans le paiement de la facture. Il s'agit entre autres des visiteurs, des nouveau-nés et des nouveaux locataires.

Les visiteurs comprennent principalement des personnes de passage. Ce sont généralement des étudiants venant composer des devoirs, des professionnels en mission, ainsi que des parents et amis venus rendre visite. Certains visiteurs restent plusieurs jours dans la cour et consomment de l'eau pour leurs besoins quotidiens. Dans ce contexte, la part de consommation des visiteurs est généralement intégrée à la facture. Dans près de 54,4% des cours, tout visiteur ayant dormi au moins une semaine est comptabilisé et 10,2% les comptabilisent après cinq (05) nuits passées dans la cour. Le montant correspondant est alors payé par le ménage ayant accueilli le visiteur. Par ailleurs, 35,4% des locataires indiquent ne pas compter les visiteurs dans le paiement de la facture

Concernant les nouveau-nés, ils sont considérés comme de nouveaux utilisateurs d'eau. Leur intégration à la facture varie selon les cours. En effet, certains attendent entre trois à douze mois avant de les comptabiliser, tandis que d'autres les incluent immédiatement dans le paiement de la facture. Ces derniers estiment que les nouveau-nés augmentent significativement la consommation d'eau, notamment pour les lessives et autres besoins domestiques. C'est d'ailleurs dans ce sens que TRAORE S., indique que « *Chez nous, les nouveau-nés sont immédiatement comptés dans la facture. Avec le bébé, il faut tout le temps faire de la lessive, ce qui augmente la consommation. Nous préférons donc les inclure dès leur naissance* ». [Extrait d'entretien avec TRAORE S., locataire, décembre 2025]

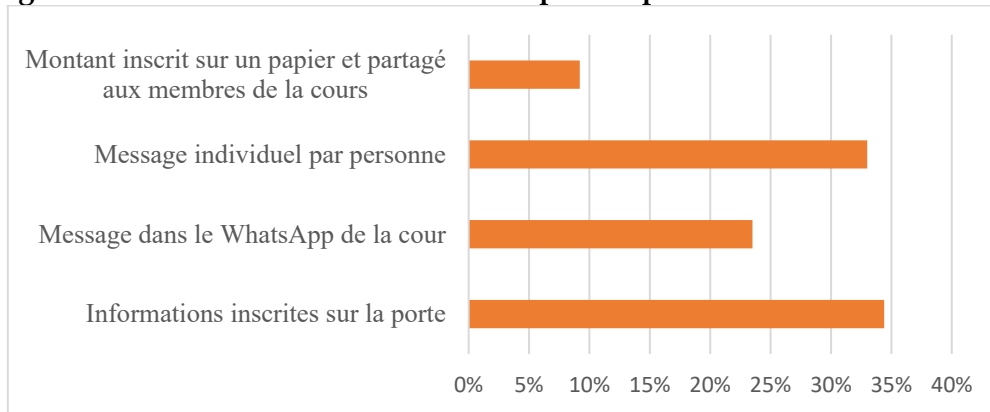
Pour les nouveaux locataires, les factures d'eau étant émises tous les deux (02) mois, un locataire qui déménage peut laisser derrière lui deux (02) factures impayées. Pour éviter ce problème, 86% des ménages font payer d'avance aux nouveaux locataires deux (02) mois de consommation correspondant à la période post-départ. Ainsi, la consommation future est compensée et la charge financière du ménage initial est protégée.

Par ailleurs, l'ensemble de ces règles sont spécifiques à chaque cour. Ces règles sont prises à l'issue d'une réunion regroupant au moins un représentant de chaque ménage.

2.2. Mécanismes de communication de la facture

Dans la ville de Koudougou, les ménages locataires utilisant un compteur d'eau commun adoptent différentes stratégies pour communiquer le montant à cotiser pour régler la facture. Les canaux les plus utilisés incluent : l'affichage des informations sur la porte, l'envoi de messages individuels ou collectifs via le groupe WhatsApp des locataires, ainsi que la distribution de notes écrites à chaque ménage. La figure1 suivant indique la proportion de chaque stratégie de communication.

Figure 1 : Mécanisme de communication pour le paiement de la facture d'eau



Source : Enquête de terrain, A, K. BAZIE décembre 2025

Le graphique indique que les mécanismes les plus utilisés pour communiquer sur le paiement de la facture d'eau sont l'inscription des informations sur la porte et l'envoi d'un message individuel par personne. Ces mécanismes représentent respectivement 34% et 33% des stratégies utilisées par les locataires. En outre 25% utilisent le groupe WhatsApp créé pour la cour pour communiquer et seulement 9% des locataires déclarent inscrire les informations sur du papier qu'ils partagent aux personnes devant contribuer à la cotisation pour le paiement de la facture. La figure 2 montre des exemples de communication relative au paiement de la facture.

Figures 2 : communication de la facture d'eau



Source : enquête de terrains, A, K. BAZIE décembre 2025

Les informations communiquées aux locataires comprennent principalement : le montant total de la facture, le nombre de personnes devant contribuer, le coût par personne, le nom de la personne chargée de collecter l'argent, un contact pour les dépôts électroniques, ainsi que la date limite de paiement. Cette date limite est fixée en tenant compte de celle inscrite sur la facture, avec un décalage variable d'un à cinq (05) jours selon l'organisation de la cour et la personne en charge de la collecte. Ce délai permet aux ménages de payer la facture tout en respectant les échéances officielles. En cas de paiement tardif, les pénalités imposées par l'ONEA, sont à la charge des personnes responsables n'ayant pas payé leurs parts de cotisation dans les délais impartie.

2.3. Stratégies pour se soustraire de la gestion commune de la facture d'eau

Dans les cours communes utilisant un compteur d'eau commun, la gestion collective des factures est souvent source de conflits. Pour s'en soustraire, certains locataires adoptent

différentes stratégies en particulier l'installation d'un compteur privé. En effet, certains ménages, notamment ceux avec un effectif important ou utilisant l'eau pour des activités économiques, optent pour un compteur privé. C'est le cas de COULIBALY M., qui explique que :

« À chaque facture, je paie presque la moitié. Nous sommes nombreux à la maison, et quand mes enfants veulent enlever de l'eau en mon absence, c'est un problème. Je ne peux pas payer beaucoup et ne pas pouvoir en profiter. Pour mes activités, comme la préparation de brochettes de soja, utiliser l'eau commune aurait créé d'autres problèmes. J'ai donc préféré installer mon propre compteur. Ainsi, je contrôle ma consommation et gère ma facture comme je veux. ». [Extrait d'entretien avec COULIBALY M., locatrice, décembre 2025]

Près de 8 % des locataires ont choisi cette option suite aux critiques formulées concernant l'usage de l'eau commune. Pour éviter tout usage non autorisé de leur branchement, ces ménages installent souvent un dispositif cadenassé sur le robinet, qu'ils n'ouvrent que lorsqu'ils en ont besoin.

Une autre stratégie utilisée est l'approvisionnement aux bornes fontaines. En effet, certains locataires préfèrent s'approvisionner directement aux bornes fontaines afin de mieux contrôler leur consommation et les dépenses associées. Ces acteurs estiment que le mode de répartition de la facture n'est pas équitable et ne tiens pas compte de leur niveau de consommation réel. C'est d'ailleurs ce que soutiens BADINI S., en ces termes :

« Je vis seul et je suis souvent absent, je n'utilise pas l'eau comme les autres. Mais quand il faut cotiser pour réparer le robinet, je paie plus que les autres, car la cotisation est faite par porte. Ce mode de gestion ne m'arrange pas, même pour la facture. Je préfère quand je suis là, aller chercher mon eau au niveau de la fontaine ça me revient moins chers et je n'ai pas trop à faire au locataire pour la facture ». [Extrait d'entretien avec BADINI S., locataire, décembre 2025]

Ces propos montrent que les modes de gestion ne sont donc pas toujours adaptés à tous les locataires. Ces acteurs trouvent des alternatives comme le ravitaillement dans les bornes fontaines afin de se soustraire de la gestion collective.

Dans de rares cas, un locataire prend en charge l'intégralité des frais de la facture tout au long de son séjour. Cette pratique reste minoritaire, représentant seulement 1% des locataires. Elle se rencontre surtout dans des cours où le nombre de personnes partageant le robinet est faible.

2.4. Gestion des réparations liées à l'utilisation du robinet

L'une des problèmes majeurs de l'utilisation des robinets en commun est la fréquence de pannes. Pour prendre en charge la réparation du robinet, des cotisations sont faites par les locataires. Les locataires de la ville de Koudougou utilisent deux modes de cotisation. La cotisation individuelle et la cotisation, par porte (chaque porte constitue un ménage). Le mode privilégié le plus est la cotisation par tous les membres de la cour. Environ 88% des locataires utilisent ce mode. La cotisation par le nombre de ménage est faite par 12% des locataires. Elle consiste à répartir la somme nécessaire pour la réparation au nombre de ménage dans la cour. Cette somme payée par ménage est généralement comprise entre 500 à 2 000F.

3. Discussion

Les résultats des analyses montrent que 76 % des locataires de la ville de Koudougou utilisent un compteur d'eau commun. Ce résultat confirme ceux de DELAUNAY D. et BOYER F. (2017, p38), qui montrent que, dans la ville de Ouagadougou, le robinet d'eau partagé se trouve majoritairement dans les *célibatoriums*. Dans le cadre de la gestion collective de la facture d'eau,

plusieurs stratégies sont utilisées par les locataires. Les résultats de VAUCELLE S. et YOUNSA HAROUNA H. (2022, p67) corroborent avec ceux obtenus dans la ville de la Koudougou. Il ressort effectivement de ces analyses que plusieurs stratégies sont utilisées pour le paiement de la facture d'eau dans les cours communes. Il s'agit du paiement de la facture par une seule personne, le paiement en fonction du nombre de ménage, le paiement en fonction du nombre des usagers, un forfait à payer par locataire et la vente d'eau au détail au locataire. Tout comme dans la ville de Koudougou, le partage selon le nombre de ménage ne fait pas l'unanimité et profite aux personnes vivant en familles avec un nombre élevé de personnes par rapport aux célibataires qui sont souvent seul dans leur ménage. Un constat similaire est fait dans les villes moyennes européennes avec les habitants des HLM. Dans ces villes, l'analyse de la tarification progressive de la consommation d'eau dont l'objectif est d'alléger la charge financière des ménages à faible niveau de consommation, met en évidence une limite structurelle liée aux configurations d'habitat collectif où le partage d'un compteur unique entre plusieurs ménages tend à neutraliser les effets redistributifs attendus (BARRAQUÉ B., 2016, p72). En effet, BARRAQUÉ B. (2013, p100) indique que dans certaines villes européennes, il y a qu'un seul compteur installé pour l'immeuble. De ce fait, une seule facture est fournie pour tous. Une répartition de la facture est alors effectuée selon la consommation de chaque appartement. Dans la ville de Koudougou, pour se soustraire d'une répartition de la facture juger inéquitable, certains usagers préfèrent prendre un compteur individuel ou s'approvisionner dans les bonnes fontaines. Ce qui les permet de mieux contrôler leurs consommations. Dans le même sens, VAUCELLE S. et YOUNSA HAROUNA H. (2022, p74) indiquent que pour minimiser les risques de gaspillage d'eau, des cadenas sont placés sur les compteurs à certaines heures de la journée ce qui permet de mieux contrôler la consommation d'eau de la cour. Par ailleurs, les résultats montrent que les locataires effectuent des cotisations afin d'assurer la prise en charge des frais de réparation des robinets en cas de panne. Dans le même sens, NANSI J. H. et DAHANI D. (2022, p1711) indiquent que, dans le cadre de la gestion des infrastructures, les Associations des usagers de l'eau (AUE) à Koudougou recourent également à des cotisations.

Conclusion

Suivant une approche mixte combinant à la fois des données quantitatives et qualitatives, l'article s'est donné pour objectif d'analyser les stratégies mises en place par les locataires pour gérer collectivement l'accès à l'eau dans les cours communes de la ville de Koudougou. Les analyses montrent que 76% des locataires vivant dans les cours communes dans la ville de Koudougou utilisent un robinet unique. De ce fait, les locataires mettent en place des dispositifs pour régler la facture et organiser la gestion de l'eau. Plusieurs stratégies sont utilisées dans la prise en charge de la facture. La répartition la plus fréquent est celle qui prend en compte le nombre de personnes vivant dans la cour. Les mécanismes de communication sur le paiement de la cotisation pour la prise en charge de la facture sont entre autres, l'inscription des informations relatives à la facture sur la porte centrale de la cour ou sur le mur, l'envoi de message dans le groupe WhatsApp. Cette recherche a donc permis de mieux comprendre les mécanismes de gestion collective des robinets dans les *célibatorium* dans la ville de Koudougou.

Références bibliographiques

- BARRAQUÉ Bernard, 2016, « Effets redistributifs de la tarification progressive : le cas d'une ville moyenne », Techniques Sciences Méthodes, n°5, pp.72-82.
- BARRAQUÉ Bernard, 2013, « Le compteur d'eau : enjeux passés et actuels », Sciences Eaux & Territoires, n°10, pp. 98-105.

- BONKOUNGOU Sylvain Roger et BAMBAM Sylvestre, 2025, « *Les deux roues motorisées et les accidents de circulation dans la ville de Koudougou (Burkina Faso)* », *Revue Africaine des Sciences Sociales « Pensées genre. Penser autrement*, Vol 5, n°2, pp.120-135
- BRIAND Anne et LOYAL Amandine, 2017, « *La demande pour des services urbains d'eau potable : Une analyse du consentement à payer des ménages bamakois et de quartiers précaires de Ouagadougou* », in *Revue d'économie régionale & urbaine*, n°1, pp. 33-66.
- DELAUNAY Daniel et BOYER Florence, 2017, *Habiter Ouagadougou*. Paris: IEDES-Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne, coll. Monographies Sud-Nord, n°5, 84 p.
- DOS SANTOS Stéphanie Beauchamp, 2005, « *La quête de l'eau en milieu urbain sahélien : l'accès et la perte de l'eau courante à Ouagadougou* », *Étude de la Population Africaine* ; vol. 19, p.275-303.
- HEMCHI MAHAMAT Hassane et COMBARY Enok Ferdinand, 2024, « *Vulnérabilités, Défis D'accessibilités Et Attractivités Urbaines. Cas Du Centre-Ville De Koudougou Au Burkina-Faso* », *URBAN ART BIO*, Vol 3, n°1, pp.19-43.
- HUBERT Aline et GO Louise-Anne, 2022, *Quelle pérennité financière des services publics d'eau potable en temps de crise ?* 64p
- IDANI Talaridia Fulgence, KONKOBO Wendcouni Arnaud et DA Dapola Evariste Constant, 2021, « *Crise d'accès à l'eau potable à Dédougou* », *revue internationale donni (RID)*, (Numéro spécial 1), pp.130-141.
- INSD, 2022, *Monographie de la région du centre-ouest*, 164p.
- NAGALO Nebilma et IDANI Talaridia Fulgence, 2025, « *État des lieux de la pollution d'une ville moyenne du Burkina Faso par les déchets solides urbains : cas de Koudougou* », *Revue scientifique sociétés, éducation, santé et pathologies sociales*, n°3, pp.46-61.
- NANSI Juste Herman et DAHANI Dramane, 2022, « *Gouvernance des services d'eau potable et d'assainissement dans la commune de Koudougou, Burkina Faso* », *International Journal of Biological and Chemical Sciences*, vol. 16, n°4, pp.1705-1720.
- OSTROM Elinor, et BAECHLER Laurent, 2010, « *Gouvernance des biens communs* », *Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Vol. 68, pp1-19.
- VAUCELLE Sandrine et YOUNSA HAROUNA Hassane, 2018, « *Vivre avec l'insécurité hydrique dans une ville sahélienne : Les stratégies d'adaptation des ménages de Niamey (Niger)* », *Urbanités*, pp.1-13.
- VAUCELLE Sandrine et YOUNSA HAROUNA Hassane, 2022, « *« Compteurs communs » des cours communes pour l'accès à l'eau du service public : Partage et régulations autour d'un objet technique dans l'habitat de cour à Niamey* », *revue Togolaise des science*, vol 16, n°2, pp. 67-87.
- ZAKARIA Zakaria, NIKIEMA Wendkouni Ousmane, et SORY Issa, 2022, « *La gestion des déchets solides ménagers, un facteur d'insalubrité dans la ville de Koudougou au Burkina Faso* », *Revue de Géographie de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO (RGO)*, vol. 3, n°11, pp. 239-259.